



DOSSIER

PILIER 3/REPORTING FINANCIER

Dans les starting-blocks

Placé en dernier dans l'ordre d'avancement des chantiers Solvabilité II, le pilier 3 sur le reporting financier est aujourd'hui le moins avancé. Et ce d'autant qu'il reprend les informations des deux autres piliers, ce qui implique d'être suffisamment avancé sur les exigences quantitatives et qualitatives pour se concentrer sur la production de l'information financière.

Par G.B.-F.

Pour beaucoup d'assureurs, le pilier 3 demeure obscur. Un élément de poids retarde la mise en place : les assureurs sont encore dans l'attente des mesures de niveau 3 qui doivent déterminer précisément la nature des informations à fournir. Pourtant, le marché commence à prendre la mesure de l'ampleur des informations demandées et aujourd'hui, aucun n'est encore en phase de production pour répondre aux exigences du pilier 3. La directive Omnibus II devrait prévoir une application différée à 2014 pour le reporting qui se ferait donc sur les chiffres de 2013. Ce qui soulève d'ailleurs une difficulté. Comme le relève Jean-Luc de Boissieu, secrétaire général du Gema, « il faut être vigilant au niveau européen à ce que les exigences de Solvabilité II ne se chevauchent pas avec celles déjà en place aujourd'hui. C'est pourquoi nous souhaitons que soit communiquée une date de bascule ».

TROP D'INFORMATIONS À PRODUIRE ?

En attendant, des consultations papers et des consultations informelles entre certains grands groupes européens ont permis à l'Eiopa – l'Autorité européenne

des assurances et des pensions professionnelles – d'adapter sa copie de départ, probablement trop ambitieuse. Et elle organise, jusqu'à janvier, une consultation publique sur les états Solvabilité II.

A l'heure actuelle, pour se mettre en ordre de marche, les assureurs peuvent donc s'appuyer sur la consultation paper n° 58 et sur les consultations informelles qui ont été réalisées auprès des organismes professionnels et qui donnent une première version des informations à communiquer aux superviseurs et dans quel support. De quoi s'agit-il ? Le Solvency Financial Condition Report (SFCR), à destination du public, regroupe des informations qualitatives qui seront communiquées par l'entreprise une fois par an.

Le Regular Supervisory Report (RSR), est, quant à lui, destiné au superviseur et contient des informations plus détaillées sur l'entreprise (notamment sur la stratégie commerciale). « Ce rapport sera très riche et décrira de manière détaillée toute l'exposition aux risques de l'assureur », précise Gildas Robert, practice leader Solvabilité II chez Optimind. « Même si le contenu de ces rapports n'est pas encore définitif, les groupes cotés sont déjà entraînés à la production de ce genre d'information à travers leur

communication financière, précise Jean-Charles Gueganou, associé chez Ernst and Young. La nouveauté, ce sera plus pour les groupes non cotés qui devront être attentifs aux informations données dans la mesure où ces informations deviendront accessibles à un public plus large. »

Enfin, un Quantitative Report Template (QRT) devra regrouper les informations purement quantitatives dans la logique des états réglementaires actuels. Pour beaucoup d'états, les informations existent déjà, mais il y a aussi beaucoup d'informations nouvelles à produire. Trop, selon certains comme José Sanchez, responsable financier au Centre technique des institutions de prévoyance (Ctip), qui rappelle « qu'il faut raison garder ».

Pour les assureurs, le premier impératif est de faire un état des lieux des informations dont ils disposent et de ce qui est demandé. Certaines informations ne sont pas encore disponibles parce qu'elles sont issues de calculs qui sont encore à valider dans le cadre du pilier 1. Ce qui rajoute à la difficulté. La Macif a lancé une étude de diagnostic sur les états réglementaires pour établir une feuille de route par entité et pour le groupe à la fin de l'année. « Nous étudions les données existantes et les données cibles afin de déterminer les éléments manquants dans les nouveaux états réglementaires pour faire un premier essai courant 2012 », indique Isabelle Delignon, responsable de la maîtrise quantitative des risques du groupe Macif. Le travail est considérable et particulièrement pour les sociétés qui regroupent plusieurs entités. Chez AG2R La Mondiale,



« Le volume d'information à communiquer sous Solvabilité II est multiplié par cinq par rapport à aujourd'hui en termes de reporting. »

DAVID SIMON
AG2R La Mondiale

qui dénombre une quarantaine d'entités différentes, « le volume d'information à communiquer sous Solvabilité II est multiplié par cinq par rapport à aujourd'hui en termes de reporting », calcule David Simon, directeur de la comptabilité, du contrôle de gestion et des risques.

Une augmentation de la masse d'informations qui se cumule avec une fréquence accélérée puisque le reporting sera trimestriel pour une partie d'entre

Le pilier 3 demeure obscur : les assureurs sont dans l'attente des mesures qui doivent déterminer précisément la nature des informations à fournir.



elles. « Produire rapidement sera la principale difficulté », glisse Bertrand Labilloy, directeur des affaires économiques, financières et internationales à la FFSA. Ce que confirme la MGEN. Pour Jean-Louis Davet, directeur groupe et directeur général d'Istya, « produire des rapports trimestriels, pour les mutuelles cela n'a aucun sens ; il faudrait appliquer le principe de proportionnalité ».

LES SYSTÈMES D'INFORMATION, PRINCIPAL ENJEU

L'enjeu majeur sur ce pilier va se situer au niveau des systèmes d'information. Pour David Simon, « c'est peut-être le sujet le plus difficile, notamment pour l'importance du processus organisationnel autour de la production des états ». La mise en place du nouveau reporting nécessite d'harmoniser les données entre tous les services de l'entreprise (comptabilité, production, commercial, direction générale, etc.) et d'industrialiser le processus de production de l'information. Pour les sociétés qui ne fournissent que des comptes annuellement (toutes les sociétés non cotées et notamment toutes les mutuelles d'assurance du Gema, les mutuelles de la FNMF et les IP), le pilier 3 va entraîner de nouveaux processus de production. Pour les sociétés cotées, l'analyse des écarts entre différentes normes de reporting (*french gaap*, IFRS, *embedded value*, Solvabilité II) va devenir un enjeu important de la communication financière. Le pilier 3 suppose aussi un changement de mentalité. Les assureurs devront avoir une vision plus prospective. Le premier effet sera donc d'élargir le cercle des collaborateurs qui vont contribuer à alimenter les différents états dans l'entreprise. La remise à plat des systèmes d'information, même si elle est probablement coûteuse, va permettre aux acteurs d'avoir des données harmonisées. « La communication prudentielle devrait

REPORTING FINANCIER SELON LE FIELD TEST 2010

Des enjeux encore mal appréhendés

Catégorie	Contenu	Enjeux
Ensemble du bilan	Synthèse des retraitements réalisés en norme Solvabilité II. Bilan sous Solvabilité II et en norme locale.	Pas d'enjeu propre au pilier 3.
Actifs	Etat détaillé des placements par type d'actif.	La maille demandée aboutie à un volume d'information très important. De nombreuses informations ne sont aujourd'hui pas recueillies par les compagnies d'assurance. Des travaux d'adaptation des systèmes d'informations sont à ce titre nécessaires.
Fonds propres et capital réglementaire	Détail du calcul du capital réglementaire par module de risque et sous-module de risque. Descriptif des fonds propres par tiers. Analyse de la variation des fonds propres par rapport à l'exercice précédent.	Le suivi et le reporting de la variation des fonds propres constituent un exercice nouveau pour les assureurs.
Provisions techniques non vie	Détails requis sur les provisions techniques pour l'ensemble des activités non vie et santé non similaire à la vie par ligne d'activité : informations sur les primes, les sinistres, les provisions, les commissions et frais.	Horizon d'historique relevé de manière très significative (10 ans contre 5 ans aujourd'hui). Le niveau de maille d'information est nouveau et difficile à rapprocher des segmentations historiques (produit, catégorie ministérielle...).
Provisions techniques vie	Détails requis sur les provisions techniques par ligne d'activité pour les activités vie et santé similaire à la vie : analyse des engagements par produits et par génération de produits. Informations sur les rentes en service.	Les reportings requièrent la communication de résultats intermédiaires de calcul des provisions techniques : des éléments jugés non seulement confidentiels mais également très périlleux d'interprétation. La reconstitution de ces données à une maille différente de celle utilisée pour le calcul peut également poser des difficultés.
Groupe	Restitution des différentes entités qui composent le groupe et répartition de l'activité parmi ces entités.	La complexité du processus de consolidation et la mise à disposition de l'ensemble des bilans sofo pour construire le bilan groupe constituent des freins au respect des délais de communication de ces éléments.
Réassurance / Outils de transfert de risque	Informations concernant la réassurance et les véhicules de titrisation.	Les données demandées sur la réassurance ne sont pas toujours directement disponibles : ce template nécessite un travail important de centralisation des données. Les données de réassurance concernant l'exercice à venir risquent d'être difficiles à récupérer.

Source: Optimind

Un *field test* a été mis en place l'année dernière pour tester le marché sur les différentes catégories du *Quantitative Report Template* (QRT) en communiquant un fichier excel. Pour chaque donnée requise, les assureurs étaient invités à communiquer leur point de vue (complexité d'obtention, caractère confidentiel...) pour permettre à l'EIopa d'adapter ses exigences.

donc également être harmonisée au niveau européen », ajoute Bertrand Labilloy. A la clé, des charges pour revoir les systèmes d'informations et investir dans de nouveaux outils (logiciels, etc.). Alors les assureurs commencent à s'équiper. A l'UMR, le nouveau système informatique est en cours de test. « Ancien et nouveau sys-

tème devront cohabiter pendant quelques mois à partir de la migration prévue pour mai prochain », indique Romain Rouquette, son secrétaire général. Chez CNP assurances, on s'est également saisi du sujet et une des difficultés identifiées provient des anticipations nécessaires sans les procédures de clôture. « Ces anticipations amèneront néces-

sairement des écarts entre les données de gestion et les données issues des modèles, ce qui devra faire l'objet de discussions avec le superviseur », explique Martial Lasfargues, directeur des risques et de la solvabilité de CNP assurances. Entre travail fastidieux et opportunité commerciale, le pilier 3 n'a pas fini de faire parler de lui... ■